

L'agriculture, l'agroalimentaire, la pêche et le développement rural en Espagne

Mili S.

in

Allaya M. (ed.).
Les agricultures méditerranéennes : analyses par pays

Montpellier : CIHEAM
Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 61

2008
pages 349-382

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=800143>

To cite this article / Pour citer cet article

Mili S. L'agriculture, l'agroalimentaire, la pêche et le développement rural en Espagne. In : Allaya M. (ed.). *Les agricultures méditerranéennes : analyses par pays*. Montpellier : CIHEAM, 2008. p. 349-382 (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 61)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

L'agriculture, l'agroalimentaire, la pêche et le développement rural en Espagne

Samir MILI

CSIC, Madrid (Espagne)

I – L'agriculture dans le contexte économique général

1. Evolution générale de l'économie espagnole

L'économie espagnole a évolué durant les deux dernières décennies dans un environnement économique international relativement favorable, particulièrement de 2003 à 2007. Selon le Fonds monétaire international (FMI, 2007), la production (Produit Intérieur Brut « PIB ») mondiale a connu une croissance annuelle moyenne en termes réels de 4,4% durant la décennie 1999-2008 contre 3,2% durant la décennie précédente (1989-98). Le commerce mondial a connu également un dynamisme notable, et ce malgré les difficultés rencontrées, entre autres, dans les négociations multilatérales au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Dans ce contexte, l'économie espagnole a réalisé des performances remarquables depuis plus d'une décennie, notamment en matière de croissance et d'emploi (tableau 1). Le pays a connu une forte croissance depuis une quinzaine d'années, stimulée par une combinaison de conditions monétaires favorables à l'investissement, une gestion budgétaire prudente qui a permis aux comptes publics de dégager des excédents à partir de 2005 (1,1% du PIB en 2005 ; 2,4% en 2007), des réformes structurelles adéquates, et une contribution positive d'une forte immigration. La croissance économique a gagné davantage de vigueur durant la période récente, atteignant 3,9% en 2006 (contre 2,8% dans la zone euro et 2,9% dans l'ensemble des économies avancées). Selon le FMI (octobre 2007), la progression de l'activité pourrait se maintenir, avec moins de vigueur, au cours des prochaines années et atteindre 2,7% en 2008.

Tableau 1. Indicateurs principaux de l'économie espagnole

Indicateurs	1991	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Demande et produit (a)							
Consommation privée	2,9	3,4	2,8	2,8	4,2	4,2	3,7
Consommation publique	5,6	3,9	4,5	4,8	6,3	4,8	4,4
Formation brute de capital	1,1	4,4	3,4	5,3	5,1	6,9	6,5
Exportation de biens et services	7,9	4,2	2,0	3,7	4,1	1,5	6,2
Importation de biens et services	9,0	4,5	3,7	6,2	9,6	7,0	8,4
Produit intérieur brut	2,3	3,6	2,7	3,0	3,2	3,5	3,9
Emplois, salaires, coûts et prix (a)							
Emploi total	1,0	3,2	2,3	2,4	2,6	3,1	3,1
Taux de chômage	18,0	10,6	11,5	11,5	11,0	9,2	8,5
Rémunération par salarié	9,5	3,6	3,3	3,6	3,1	2,6	3,4
Coûts unitaires du travail	8,1	3,2	2,9	3,0	2,5	2,2	2,7
Déflateur du PIB	7,1	4,2	4,3	4,1	4,0	4,1	3,8
Indice de prix à la consommation	5,9	3,6	3,5	3,0	3,0	3,4	3,5
Epargne, investissement et solde financier (b)							
Epargne des secteurs résidents	21,5	22,9	24,0	24,5	23,5	23,0	22,8
Investissement des secteurs résidents	24,6	26,4	26,7	27,4	28,3	29,5	30,6
Capacité (+) ou nécessité (-) de finacement national	-3,1	-3,5	-2,7	-2,9	-4,8	-6,5	-7,8
Dette brute des Administrations publiques	45,6	55,5	52,5	48,7	46,2	43,2	39,8
Indicateurs monétaires							
Taux synthétique de crédit bancaire (%)	16,2	5,8	4,9	4,4	4,0	3,8	4,6
Taux de change effectif réel avec pays développés (base 100)	101,5	98,2	99,8	103,9	106,5	107,7	109,7

Notes : (a) : Taux de variation inter-annuelle, sauf le taux chômage indiqué à son niveau ; (b) : En % du PIB.

Source : Banque d'Espagne (1999, 2007).

Cette évolution a permis, d'une part, d'absorber la hausse importante de la population active générée par l'immigration et l'incorporation plus accélérée des femmes au marché du travail et, d'autre part, de réduire le taux de chômage à 8,5% en 2006 (contre 19 % en 1994 et 16% en 1999). Ce dynamisme de l'activité économique a permis également d'abaisser l'écart de PIB par habitant avec la moyenne de la zone euro de 20% en 1995 à moins de 12% en 2005.

Cependant, ces évolutions positives ont été modérées par la détérioration de plusieurs indicateurs, notamment l'écart d'inflation élevé avec la zone euro (1 point de pourcentage en moyenne durant 1998-2007, soit environ 10 points de pourcentage en termes cumulés depuis 1998) qui affaiblit la compétitivité de l'économie nationale, la forte hausse de l'endettement des ménages et des prix de l'immobilier, le déficit élevé du commerce extérieur, et les faibles gains de productivité se situant à environ 0,5% par an depuis plus d'une décennie (0,7% en 2006 contre 1,5% dans l'ensemble de l'UE-27, selon la Commission Européenne (2007)).

D'autres handicaps sont à signaler, il s'agit du retard relatif dans le domaine de l'innovation et de l'utilisation des nouvelles technologies et, à plus long terme, des conséquences du vieillissement de la

population, notamment sur la hausse des dépenses des retraites et de prise en charge des personnes âgées (OCDE, 2007).

Afin de répondre à ces défis, les autorités espagnoles ont élaboré en 2005 le Programme national de réforme, qui vise notamment à améliorer les infrastructures et le capital humain et technologique, ainsi que le fonctionnement des marchés du travail, des produits et des services. Son objectif principal est de favoriser une croissance équilibrée et durable basée sur le renforcement de la compétitivité structurelle et extérieure, permettant d'augmenter la résilience de l'économie aux chocs adverses telle que l'augmentation des prix des produits pétroliers (Conseil Economique et Social "CES", 2007).

De plus, l'intensification de la concurrence sur les marchés des biens et des services constitue une autre priorité d'action du gouvernement visant à réaliser des gains de productivité. De fait, si la réglementation est devenue plus favorable à la concurrence depuis 1998, les progrès accomplis n'ont pas été plus rapides qu'ailleurs (OCDE, 2007). A cet égard, la nouvelle Commission de la concurrence dispose d'une plus grande indépendance par rapport au pouvoir politique.

2. Evolution des agrégats agricoles dans l'économie nationale

En Espagne comme ailleurs, l'importance relative de l'activité agricole dans l'ensemble de l'économie nationale est tendanciellement décroissante, compte tenu du poids croissant des activités industrielles et des services. Sur les deux dernières décennies, l'activité agricole en Espagne est passée de 5,5% du PIB en 1985 à 2,3% en 2006 (tableau 2). La baisse de l'emploi en agriculture a été encore plus prononcée, puisque la population occupée en agriculture est passée de 17,3% en 1985 à 4,9% en 2006.

Tableau 2. L'agriculture dans l'économie nationale

	1985	2001	2003	2005 (a)	2006 (a)
PIB à prix de marché (millions euros)	169 496,8	680 678,0	782 531,0	905 455,0	976 189,0
Total occupés (1000 personnes)	10 570,0	16 146,3	17 296,0	17 942,3	17 492,2
PIB par occupé (euros)	16 035,8	42 157,0	45 243,5	50 464,8	55 807,1
Valeur ajoutée brute (VAB) Branche agricole (millions euros)	9 291,5	25 021,9	27 679,2	24 909,6	22 675,2
Occupés dans l'agriculture (1000 personnes)	1 829,0	951,5	909,4	904,4	848,5
VAB Branche agricole par occupé (euros)	5 080,1	26 297,3	30 436,8	27 542,7	26 723,8
VAB Branche agricole/ PIB (%)	5,5	3,7	3,5	2,8	2,3
Occupés dans l'agriculture/ Total (%)	17,3	5,9	5,3	5,0	4,9

(a) : Provisoire.

Note : Les subventions découplées octroyées à partir de 2006 ne sont pas comptabilisées dans la VAB.

Sources : MAPA (2007a), INE- EPA (2007a), INE-Comptabilité Nationale d'Espagne (plusieurs années, base 1986 pour 1985 et base 2000 pour le reste).

La Production finale agricole (PFA) espagnole représente environ 13% de celle de l'ensemble des pays de l'UE-25 (tableau 3). A l'instar du reste des pays méditerranéens de l'UE, en Espagne, la participation des productions végétales dans la PFA atteint plus de 50%, tandis que l'activité agricole dans les pays du Nord est plus centrée sur l'élevage et les productions animales.

Tableau 3. Comptes économiques de l'agriculture dans l'Union européenne (millions €, 2005)

Pays	Production de la branche agricole	Production végétale	Production animale	Revenu agricole
EUR-25	312	161	139	123
EUR-15	280 562	146 433	115 186	111 563
Allemagne	38 583	17 886	18 962	11 507
Autriche	5 477	2 305	2 658	2 344
Belgique	6 657	2 909	3 667	1 986
Danemark	7 783	2 427	4 868	2 153
Espagne	39 761	24 653	13 652	23 471
Finlande	4 267	1 774	2 168	1 721
France	63 203	34 483	24 180	20 025
Grèce	12 358	8 546	2 911	7 565
Hongrie	6 129	3 369	2 245	2 274
Irlande	5 647	1 309	4 068	3 174
Italie	44 245	27 471	13 232	19 476
Pays-Bas	20 965	10 235	8 490	5 702
Pologne	15 057	6 979	7 585	5 550
Portugal	6 411	3 528	2 625	2 403
Royaume-Uni	20 707	7 228	11 395	8 707
République tchèque	3 419	1 678	1 566	1 037
Suède	4 249	1 599	2 159	1 235

Source : EUROSTAT. Système européen de comptes intégrés 1995.

Les résultats économiques de l'agriculture espagnole sont fortement conditionnés par les facteurs agroclimatiques, l'évolution des autres secteurs de l'économie et de l'extérieur, les investissements dans le secteur, dont les effets apparaissent pour la plupart à moyen et à long terme, et par les changements structurels (évolution de la demande interne, évolution de la politique macroéconomique ou de la situation économique d'autres pays).

Les cultures pratiquées en Espagne sont très diverses : espèces de climat tempéré jusqu'aux espèces tropicales, en passant par les cultures typiquement méditerranéennes (légumes, vignes, oliviers, agrumes). La culture des fruits et légumes représente environ la moitié de la production végétale, avec une grande diversité de produits, dont beaucoup sont destinés à l'exportation. L'activité d'élevage est caractérisée par une certaine dualité liée aux conditions climatiques et à l'évolution de la demande.

Sur le plan territorial, l'importance de l'agriculture varie sensiblement d'une région à l'autre. Ainsi, la contribution de l'agriculture à la valeur ajoutée brute (VAB) régionale varie en moyenne de pourcentages légèrement supérieurs à 10% en Castille-La Manche, Estrémadure et La Rioja, jusque moins de 1% à Madrid.

Le tableau 4 donne les principales grandeurs économiques des secteurs agricole, forestier et halieutique. A l'évidence, ces données montrent des variations interannuelles dues notamment aux conditions climatiques, variations plus marquées encore pour les productions végétales que pour les productions animales.

Tableau 4. Comptes économiques de l'agriculture, des forêts et de la pêche. Résultats globaux

Valeurs à prix basiques (1) en Millions euros courants	1991	1995	2005
I - Agriculture et élevage			
A. Production agricole finale	24 420,4	28 529,5	39 760,7
productions végétales	14 809,8	16 986,5	24 653,3
productions animales	8 621,2	10 494,3	13 652,4
B. Consommations intermédiaires	8 954,8	9 703,8	14 851,2
C = A-B. Valeur ajoutée brute	15 465,6	18 825,7	24 909,6
D = Amortissements	2 006,8	2 277,0	3 670,1
E = Autres subventions	330,7	846,2	2 398,4
F = Autres taxes	42,4	52,9	167,1
G = (C-D+E-F) = Revenu agricole	13 717,1	17 342,0	23 470,8
<i>Source : MAPA (2007a).</i>			
E = C-D		1995	2000
II - Forêts			
A. Production finale	881,8	899,4	1017,9
B. Consommations intermédiaires	115,4	110,7	109,1
C = A-B. Valeur ajoutée brute	766,4	788,7	908,7
D = Amortissements	16,7	16,9	18,5
E = Autres subventions	1,0	95,6	64,8
F = Autres taxes	3,5	4,5	5,2
G = (C-D+E-F) = Revenu branche forestière	747,2	863,0	949,8
(1) Les prix basiques correspondent à la valeur de marché (prix unitaires reçus par les agriculteurs x quantités commercialisées) + subventions UE - taxes correspondantes.			
<i>Source : MAPA (2007b).</i>			
	1985	1995	2005
III - Pêche			
			1 889,6
A. Production finale de la pêche			997,7
B. Consommations intermédiaires			891,9
C = A-B. Valeur ajoutée brute			191,6
D = Amortissements			700,3
E = (C-D). Valeur ajoutée nette			40,0
F = Autres subventions à la production			0,4
G = Autres taxes sur la production			739,9
H = (E+F-G) = Revenu branche pêche			

Source : MAPA-SGEA (). Encuesta de Indicadores Económico del Sector Pesquero Extractivo.

La structure productive de l'agriculture espagnole a connu des changements substantiels durant les dernières décennies. La satisfaction de la demande et les politiques sectorielles ont modifié l'importance relative des différents produits ou groupes de produits dans la production finale. Traditionnellement productrice de fruits et légumes, d'huile d'olive, de vins destinés à l'exportation, l'agriculture espagnole a développé et diversifié sa structure productive, afin de satisfaire aussi bien la demande interne de

produits frais et transformés que la demande externe qui génère à partir de 1996 des soldes positifs dans les échanges agricoles avec l'extérieur.

Par ailleurs, l'évolution des consommations intermédiaires (CI) permet de qualifier le degré d'intégration de l'activité agricole dans l'ensemble de l'activité économique, puisque les biens et les services qui constituent les CI sont en large partie produits dans d'autres branches d'activité. Les rapports entre les CI, la PFA et la Surface Agricole Utilisée (SAU) constituent un indicateur du degré de technicité du processus productif agricole.

A partir des données indiquées, on observe notamment que l'utilisation de moyens de production courants dans l'agriculture espagnole a presque doublé dans la période 1991-2005. Cette augmentation en termes nominaux est sensiblement supérieure à celle de la PFA dans la même période (62,8%). L'évolution de la structure interne des CI figure dans le tableau en annexe 1. Les valeurs sont affichées à prix courants, incluant ainsi les effets conjoints de l'évolution en termes réels et des prix correspondants. Finalement, le « revenu agricole » regroupe et synthétise toutes les variations en valeur et en volume des autres grandeurs économiques. En valeurs courantes, le revenu agricole en Espagne a augmenté de 71% entre 1991 et 2005, ce qui équivaut à un accroissement annuel moyen de 3,9%. Il convient de souligner que l'évolution du revenu agricole par actif a été de beaucoup supérieure en Espagne que dans l'ensemble de l'UE.

II – Production, consommation et échanges agroalimentaires

1. Utilisation du territoire et production agricole

A. Utilisation du territoire

L'utilisation agricole du territoire national est conditionnée par les facteurs physiques, la situation démographique et économique, ainsi que par les différentes orientations des politiques régionales, sectorielles et environnementales. Bien que constituant un aspect structurel, les utilisations du territoire et la configuration des paysages ruraux ont connu en Espagne des variations significatives pendant les deux dernières décennies.

En premier lieu, on a assisté à une diminution des terres cultivées en sec et une augmentation en parallèle des surfaces irriguées. L'irrigation a toujours joué un rôle fondamental dans le processus de modernisation de l'agriculture et de structuration de la société rurale espagnole. L'irrigation est présente, avec différentes intensités, dans la totalité des régions espagnoles et consomme autour de 75% des ressources hydriques du pays.

Suite à une politique active d'irrigation, la contribution des productions des terres irriguées à la PFA s'élève à plus de 50% de celle-ci, tandis que la surface occupée par ces dernières représente seulement 15% de la SAU. L'apport économique de l'irrigation au niveau des exploitations se manifeste par le fait qu'un hectare irrigué produit en moyenne six fois plus qu'un hectare en sec et génère un revenu quatre fois supérieur.

La plus grande capacité productive des zones irriguées s'avère fondamentale non seulement pour l'amélioration des revenus des exploitations agricoles, mais aussi pour approvisionner la demande croissante des marchés intérieur et extérieur. La contribution de l'irrigation au développement rural s'avère également très significative, aidant à maintenir la population dans l'espace rural et à générer de l'emploi.

Dans ce contexte, les différents Plans nationaux d'irrigation ont constitué un instrument essentiel d'aménagement du territoire avec pour principaux objectifs le renforcement de la compétitivité des exploitations irriguées, et l'utilisation plus efficace de l'ensemble des ressources hydriques au moyen de la modernisation des infrastructures de distribution et des systèmes d'irrigation. De fait, parmi les activités prioritaires du dernier Plan, se trouve l'amélioration des infrastructures de distribution de l'eau d'irrigation sur 1,13 millions d'hectares avec une économie d'eau prévue de 1 375 hm³ annuels. Cette action a entraîné une réduction des systèmes moins économes et une expansion extraordinaire des méthodes d'irrigation localisée. Ces dernières ont augmenté de plus de 400% entre 1990 et 2005, devenant ainsi les méthodes d'irrigation prédominantes de l'agriculture espagnole.

En deuxième lieu, on assiste à une augmentation des surfaces sans utilisation agricole, suite au processus d'urbanisation et d'industrialisation (Rapport de l'Observatoire de la durabilité en Espagne concernant les changements d'occupation de l'utilisation du sol en Espagne, 2006). Cet accroissement provient principalement de sols agricoles et, dans une moindre mesure, forestiers. A ce titre, les dynamiques urbaines liées à l'expansion résidentielle diffuse sont celles qui exigent une plus grande consommation de sol, en plus de l'expansion des infrastructures et des zones d'activité économique associées.

En troisième lieu, on enregistre une augmentation rapide des espaces naturels protégés, sous l'impulsion des différentes politiques actives de protection environnementale et de conservation des ressources naturelles.

Par ailleurs, selon l'information fournie par le Plan forestier espagnol, le secteur forestier occupe une superficie d'environ 26 millions d'hectares (équivalents à 52% du territoire espagnol). A titre de comparaison, les forêts couvrent actuellement 38% de la surface de l'UE, augmentant de 2,3 millions d'hectares dans la période 2000-2005. Outre la valeur économique indéniable des produits forestiers dans leurs différentes utilisations (bois, liège, résines, etc...) et de l'industrie de transformation de produits forestiers, il faudrait également prendre en considération la valeur sociale croissante des montagnes dans le contexte d'une société urbanisée.

B. Population et travail dans l'agriculture

Malgré la crise démographique du monde rural espagnol, depuis les années 1960 et 1970, l'Espagne reste encore un pays avec une importante population rurale, population résidant dans des entités de moins de 10 000 habitants. Selon cet indicateur, 35% de la population espagnole peut être considérée comme rurale (voir l'évolution de la distribution de la population totale par type d'habitat dans le tableau 5).

Tableau 5. Evolution de la population totale par type d'habitat (valeurs absolues en 1000 habitants et %)

	1981		1991		1999		2003	
	hab	%	hab	%	hab	%	hab	%
Population totale	37 684	100	38 873	100	40 202	100	42 574	100
Rurale (<2.000 hab.)	7 589	20	6 996	18	6 432	16	7 782	18
Intermédiaire 2.000-10.000 hab.)	6 445	17	6 605	17	6 835	17	7 147	17
Urbaine (>10.000 hab.)	23 650	63	25 272	65	26 935	67	27 645	65

Source : INE- Recensement de la population et Registre municipal des habitants (plusieurs années).

Suite au processus de modernisation de l'agriculture espagnole, entamé de façon intense au début des années 1960, de forts changements ont commencé à se produire dans la composition des facteurs de

production, et particulièrement dans la force de travail du secteur agricole. On a enregistré une forte réduction de la population occupée dans l'agriculture et dans la société rurale, affectant la qualification, la flexibilité, les stratégies de travail et les systèmes d'organisation sociale en général. La tertiarisation accrue de certaines activités agricoles, la pluriactivité, l'agriculture à temps partiel et la multifonctionnalité de la société rurale forment un nouveau scénario des relations de travail et sociales dans le secteur agricole et le milieu rural. Le tableau 6 donne les principaux chiffres pour la période 2001-2006 de l'activité, l'occupation et le chômage dans les trois grands chapitres du secteur primaire.

Tableau 6. Activité, occupation et chômage dans le secteur primaire

Activité	Année	Valeurs en 1000 personnes			% / total des secteurs		
		Actifs	Occupés	En chômage	Actifs	Occupés	En chômage
Agriculture	2001	1 139,9	951,5	188,5	6,2	5,9	7,9
	2003	1 082,9	909,4	173,5	5,5	5,3	7,1
	2005	1 045,3	904,4	141,0	5,0	5,0	4,8
	2006	932,2	848,5	83,7	4,3	4,3	4,6
Sylviculture	2001	40,0	30,4	9,6	0,2	0,2	0,4
	2003	37,6	33,5	4,1	0,2	0,2	0,2
	2005	41,0	36,3	4,7	0,2	0,2	0,2
	2006	48,0	44,5	3,5	0,2	0,2	0,2
Pêche	2001	66,9	63,4	3,5	0,4	0,4	0,1
	2003	52,0	48,1	3,9	0,3	0,3	0,2
	2005	61,9	60,1	1,8	0,3	0,3	0,1
	2006	55,0	51,3	3,7	0,3	0,3	0,2

Source : INE - EPA (plusieurs années).

Selon les données de l'Enquête de la Population Active (EPA) de l'Institut National de Statistique (INE), la population active agricole est passée de 15,3% de la population active totale en 1986 à 5,3% en 2005 (tableau 7). Les données des recensements agricoles et des enquêtes de structures des exploitations agricoles mettent en évidence une baisse continue du travail familial mesuré en UTA, bien que celui-ci continue de représenter 68% du total du travail dans l'agriculture. L'EPA met également en évidence une forte réduction du travail familial et un accroissement corrélatif du travail salarié fixe et surtout occasionnel dans l'agriculture espagnole. Soulignons par ailleurs la forte contribution du travail féminin dans l'agriculture et l'industrie agroalimentaire (environ 40% de l'emploi total de l'industrie agroalimentaire est occupé par des femmes).

Tableau 7. Evolution de la population active par secteurs d'activité (1000 personnes)

	1986	1990	1995	2000	2005
Agriculture	2 017,1	1 689,6	1 360,2	1 245,1	1 108,2
Industrie	3 208,8	3 365,3	2 965,8	3 305,8	3 441,2
Services	6 495,7	7 806,5	8 795,1	10 577,1	13 009,3
Total secteurs non agricoles (a)	12 148,5	13 775,8	14 867,5	16 757,2	19 777,6
Total général	14 165,6	15 765,4	16 227,7	18 002,3	20 885,8

(a) Y compris le secteur construction et autres sans classification faisant référence à des personnes non occupées depuis plus de trois ans ou qui n'ont pas encore accédés au marché du travail.

Source : INE- EPA (plusieurs années).

C. Structure des exploitations agricoles

Le processus d'ajustement structurel de l'agriculture espagnole s'est accéléré de façon notable à partir de l'intégration dans la CE, de telle sorte que pendant les deux dernières décennies on a assisté à un double processus de réduction du nombre et d'agrandissement des exploitations agricoles. Selon les deux derniers recensements agricoles (de 1989 et 1999), la disparition d'exploitations a atteint durant cette décennie (1989-1999) un taux annuel de 2,4% contre 0,9% annuel dans la période 1962-1989, parallèlement l'accroissement de la surface moyenne a été de 2,3% annuel, contre 0,8% pour les mêmes périodes (MAPA, Libro Blanco, 2003). En outre, les changements dans les utilisations de la terre ont été traduits par une expansion globale la SAU et une hausse du rapport SAU/surface totale, permettant une augmentation encore plus grande de la SAU par exploitation (3,1% annuel sur la même période 1989-1999).

Selon la dernière enquête de structure des exploitations agricoles de 2005 (tableau 8), le nombre d'exploitations continue de baisser pour atteindre 1 062 809 en 2005 (contre 1 791 648 en 1987). La baisse du nombre d'exploitations s'accompagne d'une augmentation de la surface moyenne (de 13,8 hectares en 1987, elle passe à 23,3 hectares en 2005).

Tableau 8. Exploitations agricoles classées par taille et superficie (SAU)

SAU	1987				2005			
	nombre	% du total	SAU totale (1000 ha)	% du total	nombre	% du total	SAU totale (1000 ha)	% du total
<1 ha	251 858	14	115,42	0	90 296	9	48,64	0
1 - 2 ha	344 691	19	464,76	2	206 195	19	286,90	1
2 - 5 ha	476 365	27	1 481,82	6	264 112	25	840,53	3
5 - 10 ha	291 994	16	2 009,66	8	164 965	16	1 165,38	5
10 - 20 ha	189 456	11	2 607,47	11	126 140	12	1 770,46	7
20 - 30 ha	73 974	4	1 771,68	7	57 551	6	1 395,17	6
30 - 50 ha	70 623	4	2 669,97	11	53 884	5	2 053,76	9
50 - 100 ha	55 622	3	3 805,94	15	50 128	4	3 502,17	14
>100 ha	37 065	2	9 870,11	40	49 539	4	13 792,15	55
Total	1 791 648	100	24 796,52	100	1 062 809	100	24 855,13	100

Source : A partir de INE (1988, 2007b): Enquête sur la structure des exploitations agricoles.

D'autre part, la marge brute totale moyenne par exploitation a plus que doublé entre 1989 et 1999, passant de 4 à 8,7 unités de dimension économique (UDE). Cet accroissement considérable de la dimension économique des unités productives a été dû pour 40% à l'augmentation de la SAU par exploitation, et pour 60% à l'amélioration de la rentabilité par hectare. Ces tendances globales recouvrent des dynamiques très diverses au niveau régional, selon l'orientation productive. Le prix de la terre, qui constitue un indicateur de la rentabilité des exploitations, conserve une tendance à la hausse au cours des deux dernières décennies, tendance qui s'accroît à partir de 1995 (tableau 9).

Tableau 9. Evolution des prix de la terre

Année	En prix courants		En prix constants	
	euros/ha	Indice 1983=100	euros/ha	Indice 1983=100
1985	3 116,0	121,5	2 588,0	101,0
1990	4 586,0	178,8	2 668,0	104,1
1995	4 284,0	167,1	1 917,0	74,8
2000	7 292,0	284,4	2 828,0	110,3
2005	9 714,0	378,8	3 073,0	119,9

Source: MAPA (2007c): *Faits et chiffres de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation en Espagne*.

Cependant, bien que ces transformations aient permis une certaine convergence avec l'UE, l'agriculture espagnole continue encore de présenter un retard structurel qui se reflète dans une dimension économique des exploitations relativement faible, dû à la présence d'un grand nombre de petites exploitations (moins de 8 UDE).

La très grande majorité des exploitations agricoles en Espagne (96% selon le Recensement de 1999) est entretenue par une personne physique. Bien qu'une proportion accrue de ces exploitants recourt à l'embauche de main d'oeuvre salariée, les exploitations familiales restent dominantes en nombre : en 1999, les unités productives dans lesquelles plus de 90% du travail est apporté par la famille représentent autour de 75% du total.

Toutefois, pendant la dernière décennie, le nombre, et surtout l'importance territoriale, des exploitations dont les titulaires sont des personnes juridiques a augmenté de manière très significative. Dans ce groupe, il importe de mentionner en particulier le poids croissant des formules sociétaires et coopératives, qui jouent un rôle économique et social majeur dans la restructuration de l'agriculture espagnole.

En outre, les données relatives aux régimes de titularité mettent en évidence que l'agriculture espagnole continue à être de façon prédominante une agriculture de propriétaires (60% de la SAU est travaillé en propriété). Cependant, il faut souligner la forte expansion enregistrée durant la décennie 1989-99 par la location : la SAU louée a augmenté pendant cette période de 2,2 millions d'hectares, passant de 20% à 27% de la SAU totale. La location a constitué pendant les années 1990 la source principale d'utilisation de la terre et d'agrandissement des exploitations (MAPA, 2003).

D. Structure de la production agricole

Comme il a été indiqué précédemment, la diversité productive de l'agriculture espagnole est grande, comprenant non seulement les cultures typiques méditerranéennes mais également des espèces des climats tempéré et tropical. La production des fruits et légumes dont beaucoup sont exportés représente approximativement la moitié de la production végétale espagnole. Certaines cultures céréalières ainsi que la vigne et l'olivier ont une importance remarquable (tableau en annexe 2).

La diversité climatique et édaphique des différentes zones du territoire espagnol aboutit à des agricultures également différentes selon les régions, avec des spécialisations productives très marquées : la région du nord constitue une zone principalement d'élevage orientée surtout en bovin laitier ; malgré une prédominance d'élevage, la Catalogne et Madrid ont des productions végétales remarquables (vin, huile, légumes et fruits) ; en Andalousie, dans la région de Murcie, aux Iles Canaries, aux Iles Baléares et dans la Communauté de Valence, l'activité agricole est fondamentalement axée sur les fruits et les légumes ; en outre en Andalousie se trouve 80% de l'olivier et plus de 90% du coton espagnols ; Castille-La Manche et La Rioja ont aussi une forte orientation vers les productions végétales, et notamment la vigne ; Castille et Leon présente une spécialisation importante dans les céréales ainsi que dans des cultures industrielles (tournesol et betterave) ; l'activité agricole dans la Communauté de Navarre et Estrémadure présente un équilibre entre productions végétales et animales (dans les deux Communautés autonomes, les productions végétales les plus importantes sont les céréales et les fruits).

Les résultats de l'Enquête sur les Surfaces et les Rendements des Cultures en Espagne (ESYRCE) de 2006 montrent, à l'échelle nationale, une réduction importante du blé dur, des légumineuses, du maïs, de la betterave sucrière, du coton, du tabac et de la tomate. Les surfaces en augmentation concernent le tournesol, l'avoine et les céréales pour fourrage et, dans une moindre mesure le colza, l'oignon et le melon. On observe également une augmentation de 6% des terres en jachère.

Les productions animales (tableau 10) représentent en Espagne autour de 40% de la production. Le secteur bovin national, dans sa double aptitude laitière et de viande, a constitué historiquement un des piliers du cheptel national, étant en outre intimement lié au tissu social du milieu rural. La tendance enregistrée durant les dernières décennies reflète une professionnalisation progressive des producteurs, ayant pour conséquence une diminution de leur nombre et une différenciation dans leurs orientations productives (intensive ou extensive).

Tableau 10. Evolution des productions animales

	nombre d'animaux abattus (1000)			production viande (1000 T)		
	1991	1995	2005	1991	1995	2005
bovins	2 141,0	2 074,0	2 758,0	506,8	522,4	715,3
moutons	19 178,0	19 145,0	19 391,0	211,5	214,2	224,1
chèvres	2 004,0	1 663,0	1 581,0	15,4	13,8	13,6
porcs	24 945,0	29 612,0	38 705,0	1 885,6	2 258,7	3 168,0
chevaux	33,0	36,0	28,0	5,4	6,6	5,1
volailles	565 971,0	626 834,0	690 855,0	881,7	1 014,4	1 287,4
lapins	65 160,0	97 424,0	61 049,0	78,0	118,3	70,5
	production					
	1990	1995	2005 (a)			
lait de vache (millions de litres)	5 650,0	6 017,0	6 362,0			
lait de brebis (millions de litres)	320,0	226,0	409,0			
lait de chèvre (millions de litres)	473,0	316,0	469,0			
lait tota (millions de litres)	6 442,0	6 559,0	7 240,0			
(a) provisoire						
miel (1000 T)	23,5	19,3	27,2			
œufs (millions douzaines)	957,8	896,9	1 095,4			
	cheptel (1000 têtes)					
	1990	1995	2005			
bovins	5 126,0	5 512,0	6 463,0			
ovins	24 037,0	21 323,0	22 749,0			
caprins	3 663,0	2 605,0	2 905,0			
porcs	16 001,0	18 161,0	24 884,0			
poules pondeuses	49 171,0	45 608,0	51 141,0			

Source : MAPA (2007a).

Le recensement de décembre 2005 élaboré simultanément dans toute l'UE pour les principales espèces animales donne en Espagne 6,5 millions de têtes de bovins, 22,7 millions d'ovins, 2,7 millions de caprins et 25 millions de porcins. L'Espagne est le quatrième pays de l'UE pour l'effectif bovin ; la production bovine représente approximativement 12,8% de la production finale. En Espagne, on retrouve à la fois des systèmes de production traditionnels basés sur l'emploi de races autochtones adaptées, et des formes modernes de production intensive utilisant les technologies les plus avancées.

Durant les dernières décennies, on a assisté à une professionnalisation progressive du secteur ovin par la spécialisation productive viande/lait ; la production de laine a été reléguée à des niveaux résiduels.

L'élevage caprin a été toujours intimement lié à l'ovin tant du point de vue productif que socio-économique. Il existe cependant des différences productives remarquables vu les particularités physiologiques de cette espèce. Les chèvres ont été traditionnellement exploitées pour l'obtention de viande, lait et cuir. Comme dans le cas de l'élevage ovin, durant les dernières années on a assisté à une professionnalisation progressive du secteur, avec une spécialisation productive viande/lait.

Eu égard à ses caractéristiques zootechniques, l'élevage porcin a atteint, avec l'aviculture, le plus grand degré d'industrialisation et d'intensification productive en comparaison avec les autres espèces. Actuellement, l'Espagne est, après l'Allemagne, le second producteur communautaire de viande porcine. C'est en outre un secteur très structuré verticalement, industrialisé et avec un haut degré d'intégration, parfois très lié à l'industrie de transformation.

2. L'industrie agroalimentaire

L'industrie agroalimentaire (IAA) est en Espagne la première branche du secteur industriel national. Elle a toujours constitué un secteur stratégique de l'économie nationale et du développement rural, par sa contribution décisive à la dynamisation et à la durabilité du milieu rural (50% des IAA sont localisées dans des communes ayant moins de 10 000 habitants), ainsi qu'à la création d'emploi. Ce caractère rural conditionne les stratégies d'investissement dans cette industrie qui se trouve sujette, d'une part, à l'impératif de maintenir les installations près des zones de production des matières premières et, d'autre part, au besoin d'avoir d'importants réseaux de distribution afin d'acheminer les produits à la majorité des consommateurs localisés dans les grands centres urbains. La localisation rurale limite également, notamment pour les petites et moyennes entreprises, l'accès à certains services nécessaires pour leur fonctionnement, tels que la logistique, la formation et la certification.

Les annexes 7, 8 et 9 donnent les principaux indicateurs de l'IAA espagnole.

En 2006, l'industrie agroalimentaire a représenté 12,6% de la valeur ajoutée de l'industrie espagnole et 14,6% de l'emploi industriel. L'industrie de la viande a représenté 20% du total des ventes nettes, suivie par les boissons alcoolisées (12,6%), l'industrie laitière (10,8%), l'alimentation animale (8,6%), les conserves végétales (7,9%), les matières grasses et huiles (7,8%).

Entre 1993 et 2006 s'est opérée une réduction de 13,9% du nombre d'entreprises des IAA ce qui met en évidence la poursuite du processus d'ajustement du secteur initié depuis l'adhésion à l'UE. Le panorama des IAA espagnoles a commencé à changer après l'adhésion à l'UE à travers un processus de concentration et d'internationalisation qui a touché la quasi totalité des sous secteurs des IAA. L'application de la PAC a créé un climat économique favorable à la rationalisation et la restructuration des firmes. Cette évolution a permis les changements substantiels dans la structuration des IAA et l'adoption de stratégies plus compatibles avec des marchés plus globalisés et plus sensibles aux signaux de la demande, notamment en matière de qualité.

Dans ce sens, une caractéristique remarquable de l'IAA est sa réorientation progressive vers de nouveaux segments de consommation plus spécialisés, comme réponse au comportement différentiel et discriminant d'un consommateur plus formé et plus exigeant. Entre autre, cela a joué un rôle primordial dans la diffusion de nouvelles formes d'organisation industrielle, qui ont supposé le passage des systèmes traditionnels de production à de nouveaux systèmes plus flexibles, permettant l'adaptation aux changements rapides de l'environnement économique et commercial.

En outre, il s'est produit une réorientation des processus d'innovation technologique de l'IAA vers les aspects liés à la qualité des produits et des procédés, impulsant ainsi le processus innovateur au-delà du développement de technologies orientées exclusivement à la réduction de coûts de production, pour s'adresser également à d'autres objectifs comme l'incorporation aux produits de caractéristiques pour lesquelles la demande s'avère plus élastique. Cela a constitué une incitation pour les innovations biotechnologiques, et a débouché sur une profonde restructuration du système d'approvisionnement au moyen de l'incorporation des technologies de l'information.

Concernant les biotechnologies, leur futur développement dépendra notamment de la perception des consommateurs du potentiel de ces innovations pour améliorer la qualité des aliments. Dans cette ligne, tandis que le débat sur les aliments transgéniques et les organismes génétiquement modifiés en général présente de fortes polémiques et freine l'application de beaucoup d'avancées biotechnologiques, la bioindustrie est renforcée par les demandes autour des nouveaux aliments (diététiques, thérapeutiques), développés par diverses firmes alimentaires importantes, et dont le marché croît rapidement.

L'impact des technologies de l'information dans la réorganisation des différentes phases de la chaîne alimentaire est encore plus profond. Il s'agit de systèmes sophistiqués d'échange d'information qui permettent d'identifier les besoins du consommateur et de les transformer en actions le long de la chaîne d'approvisionnement (systèmes EDI, ECR...). Un autre changement significatif dérivé des technologies de l'information et auquel de nombreuses sources prédisent une importance croissante dans l'avenir, correspond au développement du commerce électronique. L'utilisation d'internet et, en général, des technologies numériques par les producteurs et les distributeurs contribue à accélérer la gestion des opérations commerciales et à améliorer le service au client. En Espagne, la présence d'internet dans l'acquisition de biens et de services par les consommateurs est encore limitée, notamment en comparaison avec les Etats-Unis ou les pays du Nord de l'Europe. Cela est dû principalement au déficit de confiance quant à la sécurité des transactions électroniques.

3. Consommation et distribution alimentaire

A. Evolution de la consommation alimentaire

Le développement économique et les transformations démographiques et socioculturelles associées aux processus d'urbanisation, d'industrialisation et d'incorporation massive des femmes au travail en dehors du foyer, ont provoqué des modifications profondes dans la structure de la consommation alimentaire en Espagne pendant les dernières décennies. L'une des caractéristiques révélatrices de la situation actuelle est la coexistence de tendances apparemment contradictoires, telles que la massification progressive de certaines attitudes de consommation et la segmentation croissante de celles-ci, donnant lieu à l'apparition de nouveaux besoins de consommation associés à un consommateur moins uniforme, plus informé et plus exigeant.

L'évolution de la structure des dépenses de la population traduit les changements dans la consommation, ainsi que les transformations socio-économiques qui les ont induits. L'évolution de la dépense personnelle en Espagne pendant les dernières décennies, reflète inter alia une modification significative du poids relatif de certains groupes de dépenses, étant les dépenses en alimentation celles qui ont subi la modification la plus substantielle. Bien que ces dépenses aient augmenté en termes absolus, leur participation dans les dépenses totales a baissé sensiblement (Loi d'Engel), suivant la même tendance enregistrée dans le reste des pays développés. Au cours de la période 1981-2006, les dépenses en alimentation, boissons et tabac des ménages espagnols ont baissé de 31% des dépenses totales en 1981 à 16% en 2006 (INE, 1982 et 2007), bien que dans la même période le revenu par habitant ait augmenté de 89% en termes réels. De même, il convient de souligner que depuis 1998 l'alimentation a perdu son traditionnel premier poste dans les dépenses des ménages en faveur du logement.

Parallèlement, la composition interne du chapitre alimentaire a été modifiée substantiellement, reflétant les variations quantitatives dans la consommation de différents produits, ainsi que les mouvements de substitution et de complémentarité entre les produits ou les groupes de produits. Comme dans les autres pays développés, en Espagne la consommation alimentaire en termes quantitatifs a connu des taux de croissance de plus en plus réduits jusqu'à atteindre durant les dernières années des niveaux de saturation, voire une diminution pour de nombreux produits. Selon les données du Panel de consommation alimentaire du MAPA correspondant à la période 1987-2006, la quantité consommée par

personne a diminué entre les deux années dans 17 des 29 rubriques considérées, en même temps qu'on note des évolutions très divergentes dans les différents groupes de produits (annexe 10).

Ainsi, tandis que la consommation par habitant de produits comme la viande, les pâtes alimentaires ou les légumes frais montre relativement peu de variations en 2006 par rapport à 1987, l'évolution dans d'autres produits reflète des modifications beaucoup plus significatives qui s'avèrent particulièrement révélatrices des changements dans les préférences des consommateurs. Ainsi, pendant les 20 années, la consommation de produits économes en temps (plats préparés, dérivés laitiers, fruits et légumes transformés), eaux minérales et jus, a augmenté significativement tandis qu'on enregistre une diminution de la consommation de nombreux produits (sucre, margarine, huiles végétales, légumes secs, riz, oeufs, boissons alcoolisées...). Naturellement, ces modifications trouvent leur reflet dans la structure des dépenses, mais pas nécessairement dans le même sens ni de manière proportionnelle, compte tenu des effets des élasticités prix et revenu dans chaque cas.

Si la consommation en volume se stabilise, voire diminue, les dépenses correspondantes augmentent continuellement. Selon les données du Panel du MAPA, en 2006, les dépenses alimentaires en Espagne ont augmenté de 5,3% en euros courants par rapport à l'année précédente, tandis que la consommation en volume a augmenté seulement de 0,7%. Cette tendance est également caractéristique des pays avancés où une plus forte dépense pour un volume égal ou moindre est due au fait qu'on paye des prix unitaires supérieurs pour des produits plus élaborés et de plus haute valeur ajoutée (à cet égard, les prix alimentaires ont enregistré dans la période récente des hausses relativement plus fortes que le niveau général des prix : voir annexe 12).

Par ailleurs, on assiste à une augmentation continue de la consommation en dehors du foyer. Comme dans la majorité des pays développés, la consommation extra-domestique d'aliments à travers le canal « HORECA » (hôtellerie, restauration et catering), a progressé en Espagne durant les dernières années. Cet accroissement est lié à plusieurs facteurs comme la mobilité pour motifs de travail ou de loisir et l'augmentation des repas à l'intérieur ou près du lieu de travail. On estime que depuis le début des années 1990, la participation des dépenses de repas et de boissons en dehors des foyers dans les dépenses totales en alimentation et boissons a augmenté de 26% en 1991 à 36% en 2006.

B. La distribution

Les systèmes de distribution utilisés par les ménages espagnols pour l'acquisition des produits alimentaires ont connu des changements substantiels pendant les deux dernières décennies. Actuellement, la plupart de ces produits sont commercialisés par la grande distribution. En 2006 les super et hypermarchés ont concentré 62,1% des achats alimentaires réalisés par les ménages (annexe 11) ; cette participation est atteinte grâce notamment à la diminution de la participation du commerce traditionnel et à l'accroissement progressif de la part des supermarchés (de 35,5% en 1995 à 45,4% en 2006). La concentration des ventes dans la grande distribution a été accompagnée par une croissance continue des marques de distribution, dont la participation dans l'ensemble du marché alimentaire a atteint, selon AC Nielsen, 26,2% en 2006 (10,7% en 2000).

En Espagne, la distribution alimentaire est de plus en plus concentrée : les cinq plus grands groupes de la distribution alimentaire ont accaparé 51,7% des ventes alimentaires totales en 2001 et 57,8% en 2005 (Ministère de l'industrie, du tourisme et du commerce « MITC », 2007a). Une des conséquences de la concentration et de l'augmentation du pouvoir de négociation du secteur de distribution, est que de nombreuses enseignes ne se limitent pas à transmettre les signaux de consommation, mais influencent de manière remarquable la demande des consommateurs au moyen de leurs actions de marketing. Parallèlement, l'hétérogénéité des goûts et les comportements des consommateurs accordent aux stratégies de segmentation une importance particulière. La majorité des enseignes tentent de conformer leurs assortiments alimentaires de sorte qu'ils répondent aux attentes de groupes spécifiques de consommateurs ayant des nécessités et des attitudes semblables.

Il convient également de signaler l'existence de certaines différences dans le choix des établissements par le consommateur espagnol selon qu'il s'agisse d'alimentation périssable ou non périssable. Pour le premier cas, le magasin traditionnel et plus récemment le supermarché sont les formats préférés (38,4% et 38,9% en 2006, respectivement). Pour l'alimentation non périssable, les établissements de libre service sont clairement devenus l'option préférée des ménages (57,8% pour les supermarchés et 24,4% pour les hypermarchés en 2006). Ces deux derniers formats sont les seuls à voir leur nombre s'accroître durant les deux dernières décennies, en contraste avec la diminution du nombre des superettes et des magasins traditionnels.

D'autre part, selon l'Observatoire de la consommation et de la distribution alimentaire, et le Baromètre du climat de confiance du secteur agroalimentaire, tous les deux développés pendant les dernières années par le MAPA, on peut souligner les éléments suivants :

- la proximité et la qualité des produits sont les principaux facteurs qui déterminent le choix d'un établissement ;
- le consommateur actuel, malgré le manque de temps libre, continue à préférer de se déplacer à l'établissement face aux nouvelles alternatives d'achat à distance, comme internet (3,3% de la valeur des achats alimentaires en 2005) ;
- en achetant certains aliments frais, comme la viande, les fruits et les légumes, le consommateur valorise en premier lieu l'aspect du produit et le prix ;
- par ailleurs, la confiance du consommateur à l'égard des marques de distribution augmente graduellement, parallèlement à l'accroissement de la présence de celles-ci dans les linéaires d'alimentation.

4. Commerce extérieur

Le commerce extérieur agroalimentaire a connu une transformation structurelle considérable suite à l'intégration dans l'UE. Cette transformation a été provoquée notamment par l'ouverture commerciale après des décennies de protectionnisme, beaucoup plus que par l'adoption des politiques communautaires agricole et de la pêche (Ruiz Ligeró, 1995). La balance commerciale agroalimentaire est passée de soldes positifs en 1985 (résultat du commerce d'Etat et des régimes commerciaux restrictifs de l'époque, plus que de la compétitivité des entreprises), au déficit pendant plusieurs années de la décennie 1986-1995. A partir de 1996, coïncidant avec la fin de toutes les périodes transitoires stipulées dans l'Acte de l'adhésion, la balance commerciale agroalimentaire est devenue excédentaire pour la plupart des années. Au niveau sectoriel, les principaux chapitres du commerce extérieur n'ont pas connu durant toute cette période des changements substantiels quant aux types de produits (fruits et légumes frais et transformés, vin, huile d'olive pour les exportations ; produits de la pêche, boissons, lait et produits laitiers pour les importations).

Selon les données du commerce extérieur, la balance agroalimentaire en 2006 a enregistré un surplus de 1.375 millions d'euros et un taux de couverture de 106,2%, ce qui représente une nette amélioration par rapport 1990. Cette évolution confirme le renforcement de la position exportatrice du secteur agroalimentaire espagnol qui a généré un surplus dans la balance commerciale pendant les dernières 11 années (1996-2006).

Les importations agroalimentaires ont représenté 8,6% des importations totales de biens en 2006 contre 11% en 1990, tandis que les participations des exportations agroalimentaires dans les exportations totales ont été de 13,9% et 15% (MITC, 2007b). Cela illustre la tendance observée au cours des dernières années de participation décroissante du secteur agroalimentaire dans le commerce extérieur espagnol de produits, malgré son augmentation en termes absolus.

Les pays de l'UE sont traditionnellement les principaux partenaires commerciaux de l'Espagne. En 2006, ils ont représenté 81% des exportations et 60% des importations agroalimentaires totales en valeur. Par pays, les principales destinations des produits agroalimentaires espagnols sont la France (19,9% en valeur en 2006), l'Allemagne (12,5%), l'Italie (11,9%), le Portugal (11,5%) et le Royaume Uni (9,4%), tandis que les importations proviennent notamment de la France (15,3%), l'Allemagne (9,8%), les Pays-Bas (7%) et le Royaume Uni (6,6%).

En dehors de l'UE, les principales destinations sont les Etats-Unis (3,6%) et le Japon (1,2%), alors que les principaux pays d'origine sont l'Argentine (5,7%), le Brésil (4,1%), le Etats-Unis (3,2%), le Maroc (2,8%), la Chine (1,9%) et le Chili (1,4%).

III – Le secteur de la pêche

L'Espagne dispose de zones maritimes étendues et riches en ressources de pêche. Cependant, la forte demande interne¹ et les besoins d'exportation de ces produits ont mis en évidence l'insuffisance de la production nationale, favorisant les importations ainsi que le développement de pêcheries dans des eaux extérieures et des zones de pêche éloignées.

La contribution économique du secteur de la pêche et de l'aquaculture (y compris la production, la transformation et la commercialisation) au PIB national se situe autour de 1%. La plus grande partie de la flotte de pêche espagnole opère dans la zone nationale qui est divisée en quatre sous-zones : le cantabrique-nordouest, le golfe de Cadix, les Iles Canaries et la Méditerranée. Concernant la structure portuaire, la Galice est la Communauté autonome la plus importante avec 78 ports (recensement de 2006), suivie des Iles Canaries (56 ports), la Catalogne (39) et l'Andalousie (38).

L'annexe 18 donne l'évolution des principales caractéristiques structurelles de la flotte de pêche espagnole au cours de la période 1987-2005. Malgré les différentes restructurations, la flotte espagnole est encore surdimensionnée, vu l'écart entre les ressources disponibles et la capacité de pêche (MAPA, 2007d). En outre, bien que la flotte ait été considérablement modernisée au cours des années, il existe encore un nombre important d'unités de production de caractère artisanal.

Les volumes de production des années récentes figurent en annexes. L'Espagne est le premier producteur de l'UE (captures maritimes et aquaculture), suivie du Danemark, de la France et du Royaume Uni comme principaux producteurs européens. Les principales espèces capturées par la flotte espagnole sont le listao, le thon albacore, la sardine, le chinchard et le merlan bleu. Quant à la production aquacole, les principales espèces sont la moule, la truite arc-en-ciel, la dorade royale, le bar et le turbot (Commission européenne, 2006).

Le Plan stratégique national (MAPA, 2007e) dérivé du Fonds européen de la pêche, est structuré autour de sept lignes basiques d'action : gestion et adaptation de la flotte, développement durable de l'aquaculture et de la transformation et commercialisation des produits de la mer et aquacoles, durabilité des zones de pêche, amélioration de la compétitivité du secteur de la pêche, impulsion de l'emploi durable en renforçant la protection et l'amélioration du milieu aquatique lié au secteur de la pêche.

¹ En Espagne la consommation annuelle par habitant de produits de la pêche (36,5 kilos) est plus que le double de la moyenne de l'UE (15 kilos).

IV – Politiques agricoles et alimentaires : évolution et perspectives

1. PAC et soutien public à l'agriculture

Les appuis publics dans leurs diverses modalités ont eu et continuent à avoir un grand impact sur le secteur agricole et dans les zones rurales espagnoles. Cet impact doit être évalué selon ses différentes dimensions et origines: aides directes liées aux organisations communes de marchés (premier pilier de la PAC), aides au développement rural (second pilier de la PAC), et aides nationales.

En dépit des débats existant dans la société et les institutions sur la fonctionnalité de la PAC, du modèle agricole et de société rurale, l'importance quantitative des transferts financiers communautaires et nationaux vers les secteurs productifs espagnols est indiscutable. Dans ce sens, malgré les différences enregistrées en fonction de la dimension économique et des orientations technico-économiques des exploitations, les subventions directes ont contribué très positivement au soutien des revenus des agriculteurs. Les subventions d'exploitation représentent dans la période récente 17% de la PFA et 27% du revenu agricole. Il convient de souligner que l'Espagne est passée du quatrième au second rang, après la France², comme pays récepteur des fonds communautaires entre 1996 et 2003.

Quant aux actions structurelles, l'Espagne peut être considérée la grande bénéficiaire de l'UE tant en termes quantitatifs (volumes reçus des fonds structurels et de cohésion) que qualitatifs dans la mesure où ces actions ont supposé une adoption pleine des orientations des politiques européennes de développement rural et de cohésion économique et sociale.

Par ailleurs, l'Espagne a décidé d'appliquer à partir de 2006 le régime de paiement unique par exploitation stipulé dans la dernière réforme de la PAC en 2003. Les éléments clés de cette réforme sont :

- L'établissement d'une aide unique par exploitation, indépendante de la production, et calculée en fonction des aides reçues pendant la période de référence 2000-2002. On pourra maintenir, dans des conditions déterminées et de manière limitée, un élément de couplage à la production.
- Le conditionnement des aides à l'accomplissement des normes en matière d'environnement, de sécurité sanitaire des aliments, de santé animale et végétale et de bien-être des animaux, ainsi que de maintien des terres agricoles dans de bonnes conditions agronomiques et environnementales.
- Le renforcement de la politique de développement rural au moyen de l'allocation de davantage de fonds et la mise en œuvre de nouvelles mesures pour promouvoir la protection de l'environnement et le milieu rural. Les nouveaux projets de développement rural sont en partie financés par une réduction des aides directes aux exploitations de grande taille (5% en 2007 et jusqu'en 2013).
- La mise en œuvre d'un mécanisme de discipline financière qui garantit que le budget agricole fixé jusqu'à 2013 ne soit pas dépassé. En 2013, dernière année des perspectives financières actuelles (2007-2013), les aides directes et de marché devraient représenter 32% et le développement rural 7,3%.
- Pour les développements futurs, il convient de prendre en compte que dans le cadre du « bilan de santé » de la PAC actuellement en cours de préparation, les orientations de la Commission s'articulent autour de cinq axes principaux :

² Dans l'ensemble de l'OCDE, le soutien aux agriculteurs a baissé de 38% des recettes totales en 1986-88 à 29% en 2004-06 (OCDE, 2007b). Les valeurs respectives pour l'UE sont 41% et 34% (il n'y a pas d'estimations par pays, uniquement un agrégat pour toute l'Union) ; c'est-à-dire, environ le tiers des recettes des producteurs communautaires sont des appuis divers en provenance ou bien directement des contribuables ou indirectement des consommateurs par le biais des prix finaux. Il convient de souligner que les diminutions récentes des niveaux de soutien sont associées plutôt à la hausse des prix internationaux qu'à de véritables changements dans les politiques agricoles.

- renforcement du découplage des aides en invitant les Etats membres à avancer vers le découplage total,
- réduction des subventions les plus élevées au moyen du plafonnement de celles-ci,
- fin des jachères obligatoires et des quotas laitiers compte tenu de la forte demande sur les marchés mondiaux des céréales et des produits laitiers,
- augmentation pendant la période 2009-13 des aides directes obligatoirement transférées pour le développement rural,
- relever les nouveaux défis tels que la gestion des risques, le changement climatique, la préservation de la biodiversité et le développement des agrocarburants.

2. Politique de développement rural

Les zones rurales représentent 90% du territoire et 60% de la population de l'UE-27. Dans la période de programmation 2007-2013, la base normative de la politique de développement rural est le Règlement (CE) 1698/2005 du Conseil, du 20 septembre, relatif à l'aide au développement rural à travers le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER).

Ce règlement établit trois objectifs prioritaires ou axes :

1. Améliorer la compétitivité du secteur agricole et forestier
2. Améliorer l'environnement et l'espace rural
3. Diversifier l'économie et améliorer les conditions de vie dans les zones rurales

Chaque Etat membre doit mettre en oeuvre des mesures qui respectent des pourcentages minimaux de dépenses dans chaque axe: 10% des dépenses totales du FEADER dans l'axe 1, 25% dans l'axe 2 et 10% dans l'axe 3.

Comme quatrième axe, le règlement inclut de manière transversale l'« axe Leader », qui s'inspire de l'approche endogène de l'initiative communautaire Leader pour le développement rural. A cet effet, au moins 5% des dépenses totales en développement rural devraient être gérés sous l'approche Leader.

En outre le règlement 1698/05 renforce la nécessité de planification du développement rural à travers deux instruments obligatoires et préalables à la mise en oeuvre des différentes mesures : les Directives stratégiques communautaires relatives à la politique de développement rural, et les Plans stratégiques nationaux élaborés impérativement par chaque Etat membre avant de soumettre ses programmes de développement rural.

Le Plan stratégique espagnol inclut une analyse générale de la situation économique, sociale et environnementale, ainsi que la stratégie de développement rural, globale et par axes, en incluant les objectifs et les indicateurs communs qui seront utilisés dans la programmation. Il contient également une liste de tous les programmes de développement rural dans le pays et l'allocation du FEADER à chacun d'eux.

L'Espagne réalise une programmation en 19 programmes régionaux, un par chaque communauté autonome ou ville autonome. En outre, comme stipulé dans le règlement 1698/2005 et, afin d'incorporer des éléments communs et des mesures horizontales pour les 19 programmes de développement rural, un cadre national sera complété et approuvé par l'UE.

La Décision de la Commission de septembre 2006, établissant la répartition annuelle par Etat membre de l'aide communautaire au développement rural pour la période 2007-2013, assigne pour l'Espagne 7.214

millions d'euros, desquels 3.178 millions devront être consacrés aux régions de convergence (Andalousie, Castille-La Manche, Estrémadure, Galice, Asturies et Murcie)³.

3. Politique de qualité alimentaire

Les politiques d'amélioration de la qualité des produits agroalimentaires ont été au cours des deux dernières décennies objet d'attention croissante dans différentes instances communautaires et nationales. L'Espagne a été pionnière dans ce domaine avec le Statut du vin de 1932, qui a introduit le concept de Dénomination d'origine. La richesse et la variété des produits traditionnels constituent une composante et un signe d'identité très significatifs de la culture rurale espagnole. La qualité alimentaire apparaît ainsi comme un élément clé pour l'avenir du secteur agroalimentaire et du milieu rural national.

L'une des activités stratégiques de la politique alimentaire espagnole consiste, en fait, à promouvoir les produits de haute qualité, qui peuvent satisfaire les exigences croissantes des consommateurs et, en même temps, permettent une diversification de l'offre alimentaire. En outre, cette politique contribue efficacement à résoudre les problèmes des marchés excédentaires. L'un des mécanismes de base de cette politique sont de fait les dénominations de qualité⁴. Les caractéristiques des produits protégés par ces dénominations sont garanties par les Conseils régulateurs correspondants. A l'heure actuelle, vins, boissons spiritueuses, fromages, huiles d'olive vierge, jambons, riz, légumes secs, poivrons, asperges, fruits, viandes fraîches et transformées, miel, produits de la pêche et d'autres sont protégés par des dénominations et signes de qualité. La valeur économique des produits protégés par des systèmes de protection de qualité présente une tendance croissante.

Comme produits de qualité pour lesquels plusieurs consommateurs sont disposés à payer un prix plus élevé, il convient de citer également ceux obtenus par les méthodes de l'agriculture biologique. A cet égard, le règlement CEE 2092/91, du Conseil, concernant la production biologique, complété par le règlement (CE) 1804/1999, du Conseil, fixant les normes communautaires relatives à la production de produits biologiques d'origine animale, conformément le cadre légal de ce modèle productif, qui s'inscrit dans la politique de qualité alimentaire. En Espagne ce secteur est régulé depuis 1989, année pendant laquelle on a approuvé le règlement de la dénomination générique « Agriculture biologique ».

La pratique de l'agriculture biologique a commencé en Espagne vers la fin des années 1980. Au début, la croissance du secteur a été exponentielle, tandis que plus récemment une décélération de son développement s'est produite. En 2006 l'agriculture biologique a occupé une surface totale de 926.390 hectares, contre 4.235 hectares en 1991. Le nombre d'opérateurs dans ce secteur était de 19.211 en 2006 contre 396 en 1991. En 2004, les productions ont atteint une valeur estimée de 250 millions d'euros, et moins de 1% des dépenses en alimentation des espagnols. Par ailleurs, on estime que 80% de la production espagnole de produits biologiques sont exportés majoritairement vers l'Europe, en particulier l'Allemagne, la Hollande, la France et le Royaume-Uni.

³ En ce qui concerne le FEADER, on considère des régions de convergence les Communautés autonomes au dessous de 75% du PIB par habitant de l'UE-25, ainsi que celles qui ont dépassé 75% du PIB par habitant de l'UE-25 suite à l'élargissement de l'UE (par effet statistique).

⁴ L'UE a créé en 1992 des systèmes de valorisation et de protection des dénominations géographiques et des spécialités traditionnelles dans le cadre de la politique de qualité relative aux produits agricoles et alimentaires: Dénomination d'origine protégée (DOP), Indication géographique protégée (IGP) et Spécialité traditionnelle garantie (ETG).

4. Politique d'agroénergie

L'agroénergie peut être définie comme une nouvelle facette de l'agriculture dans laquelle on vise la production de biomasse au moyen de cultures spécifiques (cultures énergétiques), et la transformation de celle-ci en produits énergétiques faciles à utiliser en substitution des carburants traditionnels.

Le développement de cette nouvelle activité agricole est favorisée par la recherche d'un nouveau paradigme énergétique dans lequel la production de carburants alternatifs aux fossiles et renouvelables joue un rôle essentiel, la nécessité de réduire l'accroissement de gaz à effet de serre, et la nécessité de renforcer le développement du milieu rural de manière durable.

Traditionnellement située dans le modèle énergétique global comme consommatrice nette, l'agriculture espagnole commence dans la période récente à figurer comme productrice d'énergies renouvelables (agrocarburants, biomasse). Dans le milieu rural, d'autres énergies alternatives sont produites également (comme l'éolienne ou la photovoltaïque), tentant d'obtenir de la valeur ajoutée et maintenir les postes de travail.

Dans ce contexte de remise en cause de la politique énergétique conventionnelle, et en particulier de la promotion des sources d'énergies renouvelables, se situe le Plan d'action sur la biomasse, fruit de l'engagement de la Commission européenne de 2004 pour donner une approche coordonnée à la politique sur la biomasse, et la Stratégie de l'UE pour les agrocarburants. L'utilisation des agrocarburants comme alternative aux carburants en provenance du pétrole est une priorité politique pour l'UE, assumant qu'ils supposent une contribution à l'accomplissement du compromis du Protocole de Kyoto.

Le Plan espagnol d'énergies renouvelables (PER) 2005-10, d'août 2005, voudrait que les énergies renouvelables représentent au moins 12% de la consommation totale d'énergie en 2010, et que les agrocarburants représentent cette année 5,75% des carburants commercialisés pour le transport⁵. Précisément dans la production des agrocarburants, l'objectif prétendu actuellement est 2,2 millions de TEP (tonnes d'équivalent de pétrole) en 2010, contre 0,5 du Plan précédent. Atteindre en Espagne de tels objectifs exige de bien profiter de la biomasse disponible (résidus agricoles herbacés et ligneux, biomasse forestière et résidus de l'industrie agricole et forestière), et d'incorporer deux millions d'hectares de cultures énergétiques pour leur transformation en bioéthanol et biodiesel. Dans ce contexte, les dernières années on connu une évolution significative des cultures énergétiques en Espagne, passant d'une surface de 5.000 hectares en 2004 à 223.000 hectares en 2006.

Cependant, les industries comptent en principe importer de la matière première, compte tenu de la faible contribution des cultures énergétiques nationales. En 2006 on a enregistré une augmentation considérable des commandes de cultures énergétiques, spécialement dans les zones de bas rendements de céréales, qui pourrait être triplée par rapport à la campagne précédente, en passant de la production de l'équivalent de quelques 80.000 tonnes à plus de 200.000 tonnes. Il est suggéré que la surface destinée à la culture de colza soit augmentée de 500.000 hectares à moyen terme, passant des 490.000 actuels au million (on espère couvrir la demande d'huile pour biodiesel avec 50% d'importations et 50% par la production nationale, cette dernière à son tour avec 50% d'huile de colza et 50% d'huile de soja). De même, pour la production de bioéthanol, on planifie d'affecter 500.000 tonnes de blé, 250.000 tonnes d'orge, 50.000 tonnes de maïs et 50.000 tonnes de betterave, ce qui devrait répondre aux prévisions du PER. Les objectifs du MAPA passent également par une hausse des prix des céréales pour le bioéthanol, et une augmentation de la surface et des primes communautaires consacrées aux cultures énergétiques.

⁵ Décret royal 61/2006 de 30 mars, qui transpose la Directive 2003/30/CE du Parlement Européen et du Conseil de 8 mai 2003, relative à l'usage des agrocarburants ou autres carburants renouvelables dans le transport.

V – Conclusion

L'évolution du secteur agricole espagnol pendant les deux dernières décennies a été marquée par deux vecteurs fondamentaux: l'adhésion à l'UE et l'accélération des processus de globalisation et d'intégration des marchés au niveau mondial.

L'intégration dans le marché unique a supposé pour l'agriculture espagnole un défi réel de modernisation productive et d'ouverture à l'extérieur au moyen du renforcement du rôle du commerce extérieur comme instrument pour évaluer l'efficacité sectorielle. L'agriculture espagnole s'est adaptée aux réformes successives de la PAC avec des résultats raisonnablement satisfaisants. Le revenu agricole a plus que doublé depuis l'adhésion à l'UE. En comparaison avec d'autres pays de l'Union, la situation est assez favorable : le revenu agricole par UTA dépasse actuellement la moyenne communautaire, et se situe au dessus de celui des pays comme l'Allemagne et la Suède.

Le processus de modernisation, auquel a contribué l'industrie agroalimentaire, a donné lieu également à un accroissement considérable de la productivité agricole. Cependant, cette modernisation n'a pas affecté de façon égale tous les secteurs productifs ni tous les types d'exploitations. Ainsi, une agriculture moderne, organisée et dotée de structures productives et commerciales adéquates pour concurrencer avantageusement sur les marchés internes et internationaux, coexiste avec des exploitations et territoires occupant une position quasi marginale et dont la viabilité économique n'est pas assurée. Cette dualité est l'un des principaux traits caractéristiques de l'agriculture espagnole.

La globalisation détermine une prédominance accrue des mécanismes de marché et une libéralisation progressive du commerce mondial de produits agricoles. Le protectionnisme est progressivement remplacé par la compétitivité et l'efficacité sur des marchés de plus en plus ouverts et interdépendants. L'agriculture espagnole devrait se préparer davantage pour affronter le défi de la compétitivité globale, dont les limites et les mécanismes sont en perpétuelle redéfinition.

Le progrès technique incorporé aux exploitations et les politiques agricoles prédominantes pendant les deux dernières décennies, ont favorisé l'intensification et la spécialisation productive. Cependant, dans certains cas, cela a contribué à l'altération du milieu naturel en permettant la surexploitation des sols et des aquifères. En outre, le processus de modernisation est parfois associé à certaines conséquences non souhaitées comme l'exode rural et l'appauvrissement démographique et économique de plusieurs zones rurales.

Il est prévisible que les processus de changement continueront dans le futur et prendront de nouvelles directions en fonction des tendances politiques et économiques nationales, communautaires et mondiales. En outre, les demandes des consommateurs et les sensibilités de l'opinion publique envers la qualité, la sécurité sanitaire des aliments et la conservation des ressources naturelles et du milieu rural renforceront encore davantage le modèle multifonctionnel dans l'agriculture espagnole.

Références bibliographiques

- Banco de España (números divers). Informe anual. Banco de España, Madrid.
- CES (2007). *Memoria socioeconómica y laboral de España 2006*. CES, Madrid.
- Commission européenne (2006). *La politique commune de la pêche en chiffres*. Eurostat, Luxembourg.
- Commission européenne (2007). *Bilan de l'économie européenne 2007*. CE, Bruxelles.
- Estrada, A., Pons, A. et Vallés, J. (2006). "La productividad de la economía española", *Información Comercial Española*, 829, pp. 7-25.
- FMI (2007). *Perspectives de l'économie mondiales*. FMI, Washington, DC.
- INE (números divers). *Encuesta continua de presupuestos familiares*. INE, Madrid.
- INE (2007). *Encuesta de presupuestos familiares*. INE, Madrid.
- López Iglesias, E. (2003). "Las estructuras agrarias en España: Análisis de sus transformaciones en la década de los noventa", *papeles de Economía Española*, 96, pp. 20-37.
- MAPA (2004). *Libro Blanco de la agricultura y el desarrollo rural*. MAPA, Madrid
- MAPA (2007a). *La agricultura, la pesca y la alimentación en España 2006*. MAPA, Madrid
- MAPA (2007b). *Anuario de estadística agroalimentaria 2006*. MAPA, Madrid.
- MAPA (2007c). *Hechos y cifras sobre la agricultura, la pesca y la alimentación en España*. MAPA, Madrid.
- MAPA (2007d). *Programa operativo para el sector pesquero español*. MAPA, Madrid.
- MAPA (2007e). *Plan estratégico nacional del fondo europeo de la pesca*. MAPA, Madrid.
- Mili, S. (2005). "Cambios en el consumo alimentario", in: *Mercados agroalimentarios y globalización. Perspectivas para las producciones mediterráneas* (S. Mili et S. Gatti, eds.). Madrid, CSIC, pp. 49-64.
- MITC (2007a). "La distribución comercial en España 2006". *Boletín Económico del ICE*, 2912 (nº monographique), 385 p.
- MITC (2007b). "La balanza comercial agroalimentaria en 2006". *Boletín Económico del ICE*, 2919, pp. 3-63.
- OCDE (2007a). *Etude économique de l'Espagne 2007*. OCDE, Paris.
- OCDE (2007b). *Agricultural policies in OECD countries. Monitoring and evaluation 2007*. OCDE, Paris.
- Rodríguez-Zúñiga, M. y Sanz Cañada, J. (1994). "Reestructuración y estrategias empresariales de la industria agroalimentaria", *Papeles de Economía Española*, 60/61, pp. 252-263.
- Ruiz Ligeró, A. (1995). "La transformación comercial del sector alimentario y pesquero", *El Boletín*, 25, pp. 36-39.

Annexes

Annexe 1. Comptes économiques de l'agriculture. Résultats par cultures, activité d'élevage et de forêt (Valeurs à prix basiques (1) en Millions euros courants)

I - Agriculture et élevage	1991	2005
A. Production agricole finale	24 420,4	39 760,7
productions végétales	14 809,8	24 653,3
céréales	2 841,3	3 260,0
cultures industrielles (2)	1 180,8	1 310,4
cultures fourragères	642,1	607,1
légumes (3)	3 923,7	8 214,7
pomme de terre	824,4	418,5
fruits (4)	3 350,1	6 151,1
vins et moûts	471,9	969,4
huile d'olive	970,2	2 880,4
autres	605,3	841,7
productions animales	8 821,2	13 652,4
viande bovine	15.13,4	2 446,2
viande porcine	2 483,3	4 198,1
viande équine	61,9	86,9
viande ovine et caprine	1 256,3	1 733,6
volailles	920,8	1 505,0
autres viandes	255,2	237,7
lait	1 617,7	2 614,5
oeufs	628,1	722,4
autres produits d'élevage	84,6	107,8
<i>production de services</i>	280,9	444,0
<i>activités secondaires non agricoles, non séparables</i>	508,5	1 011,0
B. Consommations intermédiaires	8 954,8	14 851,2
semences et plants	508,9	915,6
énergie	790,7	1 417,5
engrais	923,0	1 139,6
produits sanitaires	514,1	759,7
coûts vétérinaires	251,6	523,4
alimentation animale	4 072,4	6 874,9
entretien et réparations de matériel	772,2	1 225,8
entretien de bâtiments	211,2	399,7
services agricoles	313,2	533,5
autres biens et services	597,4	1 061,4
C = A-B. Valeur ajoutée brute	15 465,6	24 909,6
D = Amortissements	2 006,8	3 670,1
E = Autres subventions	330,7	2 398,4
F = Autres taxes	42,4	167,1
G = (C-D+E-F) = Revenu agricole	13 717,1	23 470,8

(1) Les prix basiques correspondent à la valeur de marché (prix unitaires reçus par les agriculteurs x quantités commercialisées) + subventions UE - taxes correspondantes.

(2) Y compris betteraves, tabac, coton, tournesol et autres, et légumes grain.

(3) Y compris fleurs et plantes de pépinière.

(4) Y compris fruits frais, agrumes, fruits tropicaux, raisins et olives.

Source : MAPA (2007a).

Annexe 1 (suite)

	II - Forêts		1995	2003
A. Production finale			881,8	1 017,9
total bois d'ouvrage			658,4	748,7
total bois de chauffage			50,8	32,6
autres produits			167,5	216,7
<i>production de services</i>			5,2	12,3
<i>activités secondaires non forestières, non séparables</i>			nd	7,6
B. Consommations intermédiaires			115,4	109,1
C = A-B. Valeur ajoutée brute			766,4	908,7
D = Amortissements			16,7	18,5
E = Autres subventions			1,0	64,8
F = Autres taxes			3,5	5,2
G = (C-D+E-F) = Revenu branche forestière			747,2	949,8

Source : MAPA (2007b).

Annexe 2. Evolution des principales productions végétales

	surface 1000 ha			production 1000 T		
	1990	1995	2005	1990	1995	2005
blé dur	189,9	645,8	910,5	523,3	423,0	934,5
blé semi-dur et tendre	1 816,8	1 480,7	1 363,7	4 250,3	4 338,1	3 092,2
orge	4 351,8	3 555,9	3 156,1	9 382,2	5 046,6	4 626,1
maïs	466,3	357,5	414,3	3 046,8	2 590,4	3 981,4
riz	90,3	54,5	119,2	569,9	329,5	824,1
total céréales	7 553,0	6 694,0	6 595,7	18 764,0	11 571,0	14 241,5
pommes de terre	271,3	206,0	95,0	5 330,7	3 913,8	2 563,5
betteraves à sucre	168,6	172,5	102,1	7 361,0	7 438,0	7 291,0
tournesol	1 200,6	1 111,5	516,2	1 312,3	587,5	381,3
total légumes	509,0	401,0	405,0	11 780,0	10 616,0	13 896,0
laitue	35,0	32,6	37,7	985,0	898,5	991,9
pastèques	30,8	21,8	16,2	815,7	730,0	719,6
melons	60,5	42,2	40,4	947,2	860,2	1 086,7
tomates	70,1	55,2	72,3	3 170,3	2 841,2	4 810,3
piments	28,4	22,9	23,7	900,5	790,5	1 060,4
ail	34,9	26,6	17,3	213,2	173,6	136,4
oignons	30,6	26,9	21,5	1 100,8	967,1	1 006,1
fraises	9,9	8,9	8,7	208,5	287,5	320,9
oranges	127,0	124,6	1 181,1	2 590,0	2 572,9	2 376,2
mandarines, clémentines	67,5	79,4	105,3	1 575,5	1 686,7	1 956,9
citrons	46,2	41,1	42,8	629,7	605,5	944,8
pommes	54,2	47,6	37,8	656,5	816,0	774,2
poires	33,9	37,5	31,3	449,4	522,8	639,8
pêches	69,7	69,3	73,2	629,3	661,2	1 260,9
amandes	584,1	602,9	585,3	250,2	158,9	217,9
cerises	21,1	24,8	23,7	54,9	57,0	95,7
bananes	9,3	8,6	9,6	416,3	376,7	345,2
raisins de table	58,3	36,8	20,7	422,0	363,1	304,2
vin nouveau (1000 hl)	1 344,0	1 123,3	1 074,3	39 692,5	21 039,6	36 436,9
olives de table	186,1	125,5	161,8	216,0	177,5	440,2
huile d'olive	1 877,5	1 993,9	2 221,1	639,4	336,1	819,4

Source : MAPA : Annuaire de Statistique Agroalimentaire (plusieurs années).

Annexe 3. Indice de prix perçus par les agriculteurs (2000=100)

	2001	2003	2005	2006
Indice général	103,0	105,8	109,9	108,9
Produits végétaux	99,0	108,7	112,7	107,6
Produits agricoles	98,7	108,7	113,1	107,8
Céréales	108,3	104,9	104,0	105,3
Légumineuses grain	105,7	92,3	94,8	101,1
Tubercules (pomme de terre)	118,9	109,9	100,7	153,6
Cultures industrielles	96,8	103,2	100,4	99,5
Cultures fourragères	94,7	95,3	110,0	97,1
Légumes	94,4	113,0	120,4	106,7
Agrumes	121,0	109,1	110,4	80,4
Fruits	114,1	141,4	134,2	121,7
Vin et moûts	70,1	78,9	63,4	61,9
Huile d'olive	91,3	102,1	151,4	165,4
Produits forestiers	109,5	104,3	95,7	93,0
Produits animaux	109,4	101,6	105,9	112,1
Cheptel pour abattage	110,1	99,1	105,9	112,8
Bovin	86,7	102,2	102,8	117,2
Ovin	118,9	110,6	119,2	112,1
Caprin	112,9	112,2	118,0	123,9
Porcin	118,4	92,8	103,3	110,8
Volailles	110,6	98,1	103,9	113,0
Lapins	109,8	114,4	108,4	108,6
Produits	107,4	108,9	105,6	106,2
Lait	110,2	104,2	109,5	107,5
Oeufs	98,3	123,5	92,5	101,7
Laine	105,2	132,8	110,7	105,9

Source : MAPA (2007a).

Annexe 4. Indice des prix payés par les agriculteurs (2000=100)

	2001	2003	2005	2006
A. Biens et services d'usage courant	102,3	104,1	109,9	113,3
Semences et plants	102,6	100,6	108,2	108,54
Semences	111,5	120,5	123,7	123,6
Plants	91,1	75,0	88,3	89,2
Engrais	107,6	106,3	121,8	126,1
Alimentation de bétail	102,8	102,3	101,1	102,2
Aliments simples	98,4	96,3	96,6	95,6
Aliments composés	104,1	103,9	102,4	104,0
Protección phytopathologique	101,6	106,1	106,4	108,3
Services zoo-sanitaires	100,7	102,8	108,1	112,4
Conservation/ réparation des machines	97,2	119,2	128,3	138,5
Energie/ lubrifiants	97,6	97,8	124,2	133,9
Conservation/ réparation des bâtiments	105,6	112,0	120,9	127,8
Matériel et petits outils	101,6	103,3	110,7	115,2
B. Dépenses générales	102,2	107,7	117,8	124,1
Biens d'investissement	105,3	110,7	119,2	123,9
Machines et autres biens d'équipement	105,4	111,5	119,3	121,9

Source : MAPA (2007a).

Annexe 5. Indice des prix perçus par les agriculteurs dans l'Union européenne (2000=100)

	2001	2003	2005 *
UE-25	105,0	105,2	104,1
UE-15	105,0	105,8	104,1
Allemagne	107,1	101,3	98,8
Autriche	106,7	102,1	102,4
Belgique	104,5	97,7	100,8
Danemark	107,4	92,5	93,6
Espagne	103,0	105,8	110,2
Finlande	105,2	99,0	98,9
France	103,5	103,6	97,2
Grèce	106,1	123,6	125,0
Hollande	106,1	104,9	101,0
Hongrie	106,0	110,5	105,2
Irlande	104,3	99,6	102,2
Italie	105,0	112,0	105,5
Pologne	101,6	96,6	103,7
Portugal	106,5	105,2	102,5
Royaume-Uni	108,3	109,9	109,6
République tchèque	110,9	96,4	95,9
Suède	105,1	100,6	97,8

* Estimation

Source : EUROSTAT.

Annexe 6. Indice des prix payés par les agriculteurs dans l'Union Européenne (2000=100)

	2001	2003	2005 *
UE-25	104,6	107,6	112,3
UE-15	104,2	106,4	111,5
Allemagne	104,1	103,9	108,0
Autriche	101,9	103,6	108,4
Belgique	102,6	103,2	107,3
Danemark	105,8	105,7	111,0
Espagne	102,8	105,1	111,3
Finlande	102,2	104,2	110,8
France	103,1	105,0	110,8
Grèce	102,1	109,1	123,3
Hollande	105,9	108,9	111,7
Hongrie	111,7	120,3	130,4
Irlande	104,5	108,7	117,0
Italie	104,0	107,4	112,7
Pologne	106,5	112,3	–
Portugal	107,3	107,6	108,5
Royaume-Uni	103,6	105,9	115
République tchèque	104,7	101,7	108,8
Suède	105,1	109,3	115,2

* Estimation

Source : EUROSTAT.

Annexe 7. Principaux indicateurs des industries agro-alimentaires (IAA)

	Unités	2001			2005		
		Tot industries	IAA	IAA/Total ind. (%)	Tot industries	IAA	IAA/Total ind. (%)
Nombre d'emplois	n°	2 691 707	362 126	13,5	2 634 755	381 698	14,5
Ventes nettes	1.000 euros	369 970 844	62 423 455	16,9	447 858 396	76 985 347	17,2
Valeur ajoutée	1.000 euros	116 598 157	14 948 753	12,8	130 887 911	18 296 892	13,1
Consommation de matières premières	1.000 euros	187 003 396	36 594 301	19,6	222 965 840	43 740 624	19,6
Dépenses de personnel	1.000 euros	68 240 177	7 990 519	11,7	77 508 637	9 765 521	12,6
Investissements en actifs matériels	1.000 euros	22 871 368	2 698 167	11,8	24 710 814	3 642 996	14,7

Source : INE - Enquête annuelle d'entreprises 2001 et 2005.

Annexe 8. Principaux indicateurs des IAA

Indicateurs	1996	2005
Nombre d'entreprises	38 996	31 855
Nombre d'établissements	43 338	36 080
Productivité apprente (1.000 euros) (a)	30,7	47,9
Marge brute (%)	10,1	11,1
Taux de chômage (%)	16,1	5,8
Exportations (millions euros)	4 916,0	11 773,9
Importations (millions euros)	6 250,2	11 912,8
Taux de couverture (%)	78,7	98,8

Note : (a) Valeur ajoutée brute/ Occupé

Source : MAPA (Direction générale des industries agroalimentaires et de l'alimentation) à partir des données de l'INE.

Annexe 9. Indicateurs des sous-secteurs des IAA

	2001				2005			
	nombre d'entreprises	nombre d'emplois	ventes nettes millions euros	valeur ajoutée millions euros	nombre d'entreprises	nombre d'emplois	ventes nettes millions euros	valeur ajoutée millions euros
industries de la viande		72 479	13 222,3	2 462,4		85 105	15 829,1	3 297,5
industries de la pêche et produits de la pêche		22 148	2 619,3	589,2		22 240	3 456,5	749,2
conserves végétales		30 861	4 339,2	881,6		35 857	6 220,1	1 354,4
huiles et graisses (végétales et animales)		12 876	4 632,4	564,2		11 658	6 260,2	918,3
industries laitières		26 110	6 575,0	1 364,1		27 239	8 250,6	1 767,0
meunerie		7 335	2 194,1	401,7		7 279	2 488,9	382,7
alimentation animale		14 739	5 938,3	791,8		14 227	6 615,6	856,9
pain, pâtisserie, biscuits		85 184	4 499,2	1 921,7		83 284	5 669,9	2 300,4
sucre, cacao, chocolat, confiserie		19 634	3 041,5	919,2		18 177	3 133,4	926,0
autres produits alimentaires		22 312	3 184,2	1 107,1		25 148	4 204,3	1 398,3
vins		21 255	4 844,8	1 478,3		22 862	4 963,3	1 347,8
autres boissons alcoolisées		13 350	3 391,8	1 379,0		13 613	4 559,8	1 754,1
eau et boissons non alcoolisées		13 842	3 941,2	1 088,6		15 010	5 333,7	1 244,4
total IAA		362 126	62 423,5	14 948,8		381 699	76 985,4	18 296,9

Source : INE - Enquête annuelle d'entreprises 2001 et 2005.

Annexe 10. Consommation alimentaire: quantité achetée par personne (Kg, litres, unités)

Produits	1987	1999	2005	2006	% Var. 2006/1987
Oeufs	299,9	221,3	205,4	195,5	-34,8
Viandes et produits transformés	66,9	64,9	65,8	65,3	-2,4
Produits de la pêche	30,5	31,3	36,7	36,7	20,3
Lait liquide	124,6	116,0	103,0	98,1	-21,3
Dérivés laitiers	18,2	35,1	39,6	39,7	118,1
Pain	65,1	58,1	55,9	53,8	-17,4
Biscuits et pâtisserie	12,5	11,6	14,3	14,4	15,2
Chocolats et cacao	2,7	3,2	3,2	3,2	18,5
Cafés et infusions	3,3	3,6	4,0	3,8	15,2
Riz	8,8	6,4	5,8	5,7	-35,2
Pâtes alimentaires	4,8	5,0	4,3	4,3	-10,4
Sucre	13,6	7,4	7,1	6,7	-50,7
Miel	0,8	0,5	0,4	0,5	-37,5
Légumes secs	8,9	5,6	4,5	4,4	-50,6
Huiles végétales	26,6	21,0	21,4	20,6	-22,6
Margarine	2,0	1,1	0,9	0,8	-60,0
Pommes de terre fraîches	61,1	50,5	45,0	43,9	-28,2
Légumes frais	66,5	61,7	68,4	67,7	1,8
Fruits secs	108,9	84,4	103,3	103,4	-5,1
Olives	3,8	3,0	3,6	3,4	-10,5
Fruits secs	2,2	1,7	3,1	3,2	45,5
Fruits et légumes transformés	10,4	16,7	18,2	17,9	72,1
Plats préparés	2,6	7,2	11,3	11,3	334,6
Vins	46,6	34,5	26,7	24,9	-46,6
Bières	64,4	54,9	58,5	59,1	-8,2
Autres boissons alcoolisées	6,5	4,1	4,4	4,5	-30,8
Jus	6,7	17,3	17,8	17,8	165,7
Eaux minérales	23,0	58,2	67,9	69,7	203,0
Autres boissons non alcoolisées	57,6	63,9	64,9	66,9	16,1

Source : A partir de MAPA (plusieurs années): Panel de consommation alimentaire.

Annexe 11. Distribution alimentaire par forme commerciale (acquisitions des foyers, % en valeur)

	1995	1999	2001	2005	2006
Total alimentation					
Commerce traditionnel	35,6	31,5	31,3	29,6	28,8
Supermarchés	35,5	39,9	42,2	44,6	45,4
Hypermarchés	16,8	17,0	18,3	16,1	16,7
Reste (a)	12,1	11,6	8,1	9,6	9,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Alimentation périssable					
Commerce traditionnel	48,7	47,8	48,8	39,3	38,4
Supermarchés	26,4	27,4	30,3	38,0	38,9
Hypermarchés	8,9	9,0	11,4	12,4	12,8
Reste (a)	16,0	15,8	9,5	10,3	9,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Alimentation non périssable					
Commerce traditionnel	24,1	14,7	14,8	11,1	10,3
Supermarchés	44,0	52,8	53,6	57,3	57,8
Hypermarchés	24,3	25,3	24,8	23,3	24,4
Reste (a)	7,6	7,2	6,8	8,3	7,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(a) Y compris éconômats, marchés de rue, vente à domicile et autres circuits minoritaires.

Source : MAPA, Panel de consommation alimentaire.

Annexe 12. Indice des prix à la consommation

Années Base 2001=100	Indice Général	Aliments et boissons non alcoolisées	Aliments non élaborés	Aliments élaborés	Boissons alcoolisées et tabac	Hotels, cafés et restaurants
2002	103,5	104,7	105,8	104,3	105,7	105,6
2003	106,7	108,9	112,2	107,4	109,2	110,1
2004	109,9	113,2	117,3	111,3	114	114,6
2005	113,6	116,7	121,1	115,1	119,7	119,4
2006	117,6	121,5	126,5	117,7	121,9	124,7

Source : INE.

Annexe 13. Indice des prix à la consommation des produits alimentaires dans des pays de l'OCDE (2000=100)

	2001	2003	2005	2006
OCDE	104,4	109,7	114,2	116,5
UE-15	104,5	108,9	110,4	113,0
Allemagne	104,5	105,2	105,2	107,3
Autriche	103,6	106,9	110,4	112,5
Belgique	104,6	109,2	112,5	115,3
Danemark	103,9	107,7	107,3	110,2
Espagne	105,9	115,7	124,0	129,1
Finlande	104,4	108,1	109,5	111,0
France	105,5	110,9	111,6	113,4
Grèce	105,1	116,2	117,6	122,0
Hollande	107,0	111,7	106,5	108,2
Irlande	106,5	111,8	110,7	112,2
Italie	104,1	111,3	113,7	113,7
Luxembourg	104,8	111,0	114,8	117,6
Portugal	106,5	111,4	112,0	115,0
Royaume-Uni	103,3	105,4	107,3	110,9
Suède	102,9	106,6	105,4	106,2
AUTRES OCDE				
Canada	104,9	109,0	113,6	116,1
Etats-Unis	103,3	106,9	113,0	115,0
Japon	99,3	98,1	97,9	98,5
Norvège	98,1	99,7	103,1	104,5
Suisse	102,2	105,9	105,9	105,8

Source : OCDE.

Annexe 14. Commerce extérieur agroalimentaire par secteurs, 1982- 85 (moyenne)

Secteurs	Exportations	Importations	Taux de couverture (%)
	Millions euros	Millions euros	
Produits agricoles transformés	1 442,5	995,9	144,8
Produits de la pêche	273,5	387,1	70,7
Total transformés	1 716,0	1 383,0	124,1
Total non transformés	1 335,5	1 767,6	75,6
Total agroalimentaire	3 051,5	3 150,6	96,9
TOTAL COMMERCE EXTÉRIEUR	19 546,2	26 120,3	74,8

Source : Ministère d'Economie et de Finances (AEAT) : Statistiques de commerce extérieur de l'Espagne.

Annexe 15. Commerce extérieur agroalimentaire par secteurs, 2005

Secteurs	Exportations	Importations	Taux de couverture (%)
	Millions euros	Millions euros	
Produits agricoles transformés	11 488,2	11 533,4	99,6
Produits de la pêche transformés	425,5	435,8	97,6
Total transformés	11 913,7	11 969,2	99,5
Total non transformés	10 094,5	9 781,1	103,2
Total agroalimentaire	22 008,2	21 750,3	101,2
TOTAL COMMERCE EXTÉRIEUR	155 005,0	232 954,0	66,5

Commerce extérieur agroalimentaire par secteurs, 2006

Secteurs	Exportations	Importations	Taux de couverture (%)
	Millions euros	Millions euros	
Produits agricoles transformés	12 240,0	11 715,0	104,5
Produits de la pêche transformés	492,0	534,2	92,1
Total transformés	12 732,0	12 249,2	103,9
Total non transformés	10 533,1	9 720,4	108,4
Total agroalimentaire	23 265,1	21 969,6	105,9
TOTAL COMMERCE EXTÉRIEUR	169 872,0	259 559,0	65,4

Source : Ministère d'Economie et de Finances (AEAT) : Statistiques de commerce extérieur de l'Espagne.

Annexe 16. Commerce extérieur agroalimentaire par secteurs et zones géographique, 2005

Secteurs	Exportations (millions euros)			Importations (millions euros)		
	UE	Pays tiers	Total	UE	Pays tiers	Total
Produits agricoles transformés	8 665,2	2 823,0	11 488,2	8 689,0	3 223,8	11 912,8
Produits de la pêche transformés	357,9	67 630,0	425,5	107,3	263,7	371,0
Total transformés	9 023,1	2 890,6	11 913,7	8 796,3	3 487,5	12 283,8
Total non transformés	9 169,3	925,3	10 094,5	4 189,3	5 477,9	9 667,2
Total agroalimentaire	18 192,3	3 815,9	22 008,2	12 985,6	8 965,3	21 951,0
TOTAL COMMERCE EXTÉRIEUR						

Commerce extérieur agroalimentaire par secteurs et zones géographique, 2006

Secteurs	Exportations (millions euros)			Importations (millions euros)		
	UE	Pays tiers	Total	UE	Pays tiers	Total
Produits agricoles transformés	9 041,6	3 198,5	12 240,0	8 689,0	3 223,8	11 912,8
Produits de la pêche transformés	420,7	71,3	492,0	107,3	263,7	371,0
Total transformés	9 462,2	3 269,8	12 732,0	8 796,3	3 487,5	12 283,8
Total non transformés	9 523,5	1 009,6	10 533,1	4 189,3	5 477,9	9 667,2
Total agroalimentaire	18 985,7	4 279,4	23 265,1	12 985,6	8 965,3	21 951,0
TOTAL COMMERCE EXTÉRIEUR						

Source : Ministère d'Economie et de Finances (AEAT) : Statistiques de commerce extérieur de l'Espagne.

Annexe 17. Commerce extérieur agroalimentaire par produits

Sections	1990			2006		
	Exportations	Importations	Taux de couverture	Exportations	Importations	Taux de couverture
	Millions euros	Millions euros	%	Millions euros	Millions euros	%
01. Animaux vivants	25,2	197,7	12,7	283,0	411,5	68,8
02. Viandes et abats comestibles	164,7	384,1	42,9	2 137,7	1 060,7	201,5
03. Poissons et crustacés	367,8	1 334,9	27,6	1 795,8	4 613,3	38,9
04. Lait, produits laitiers et oeufs	101,6	277,7	36,6	709,4	1 381,2	51,4
05. Autres produits d'origine animale	21,6	41,5	52,2	118,9	106,7	111,4
06. Plantes vivantes et produits de la floriculture	72,7	64,9	112,0	198,2	215,6	91,9
07. Légumes, racines et tubercules alimentaires	679,2	296,9	228,7	3 482,1	856,0	406,8
08. Fruits comestibles	1 347,5	212,2	635,1	4 591,2	1 271,0	361,2
09. Café, thé et épices	58,3	194,7	29,9	169,4	483,6	35,0
10. Céréales	221,8	373,8	59,3	249,7	1 615,7	15,5
11. Produits de la meunerie	36,7	25,2	145,2	137,6	138,8	99,1
12. Semences	58,3	536,1	10,9	136,6	972,4	14,0
13. Gommés, résines et autres extraits végétaux	36,7	24,6	148,8	161,8	79,5	203,5
14. Autres produits d'origine végétale	2,4	12,0	20,0	8,0	13,0	61,5
15. Graisses et huiles (animales et végétales)	556,0	173,7	320,1	2 131,1	881,3	241,8
16. Préparations de viandes et de poissons	87,1	155,1	56,2	735,7	653,9	112,5
17. Sucres et confiseries	100,4	160,5	62,5	412,5	504,5	81,8
18. Cacao et ses préparations	34,9	129,2	27,0	233,2	444,5	52,5
19. Préparations de céréales	30,6	10,2	30,0	710,0	830,1	85,5
20. Préparations de légumes et fruits	522,9	112,4	465,2	1 691,2	679,4	248,9
21. Aliments divers	79,9	234,4	34,1	710,6	1 089,5	65,2
22. Boissons alcooliques	489,2	350,4	139,6	2 340,9	1 669,5	140,2
23. Résidus industries alimentaires	31,3	399,7	7,8	387,0	1 140,4	33,9
24. Tabac	22,2	227,2	9,8	172,8	1217,1	14,2
Total secteur agroalimentaire	5 149,1	6 021,2	85,5	23 704,3	22 329,2	106,2
TOTAL COMMERCE EXTERIEUR	34 327,3	54 738,2	62,7	169 872,0	259 559,0	65,4

Source : Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), Statistiques de commerce extérieur de l'Espagne.

Annexe 18. Evolution de la flotte de pêche espagnole

	N° de bateaux	Tonnage	Puissance motrice (KW)
1987	19 719	683 211	2 029 798
1997	17 949	444 675	1 466 808
2000	16 665	393 699	1 329 287
2005	13 693	341 983	1 123 567

Source : MAPA -SGPM (2007?).

Annexe 19. Captures maritimes (production) des bateaux espagnols

	2003		2005	
	Poids vif (T)	Valeur (1000 euros)	Poids vif (T)	Valeur (1000 euros)
TOTAL	845 210	1 725 190	757 730	1 578 216
Pour consommation humaine	845 210	1 725 190	756 824	1 576 956
FRAIS (cons. humaine)	481 898	1 250 044	537 209	1 106 101
Poissons	447 350	1 033 115	496 197	855 286
Crustacés	9 298	119 750	7 443	127 157
Mollusques	25 207	96 933	33 569	123 658
CONGELÉ (cons. humaine)	363 312	475 145	219 615	470 856
Poissons	338 370	359 427	201 075	350 940
Crustacés	10 110	69 879	6 177	79 464
Mollusques	14 832	45 840	12 363	40 452

Source : MAPA, Secrétariat Général de Pêche Maritime.

Annexe 20. Production aquacole (T)

	2001	2003	2005
POISSONS			
Total	56 540,8	58 377,9	56 721,7
Maritime	20 924,0	24 986,9	30 497,8
Continentale	35 616,8	33 390,9	26 223,9
MOLLUSQUES			
Total	256 518,2	252 796,3	215 720,3
Maritime	256 518,2	252 796,3	215 720,3
CRUSTACÉS			
Total	116,1	115,5	154,0
Maritime	115,3	115,1	153,7
Continentale	0,8	0,4	0,3

Source : MAPA –JACUMAR.